# L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE — NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 6 JUILLET 1850.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE,
No. 45, rue de Chartres.

Conditions : L'Abeille, du Conseil, Commercial de la Presse, Commercial de la Commission, de Lundi et Jeudi.

NOUVELLE-ORLEANS,
SAMEDI MATIN, 6 JUILLET.


Le manque d'es, ce nous force de remettre à demain la publication du procès-verbal de la dernière séance du Conseil.

DEPECHE TELEGRAPHIQUE.
*ARRIVEE DE L'EUROPA.*
BALTIMORE, 2 juillet.

Le steamer *Europa* est arrivé à Halifax le 1er de ce mois. Il a apporté des nouvelles d'Europe jusqu'au 22 juin. Ce navire a fait la traversée en *huit jours et demi*.

Les avis reçus des districts manufacturiers d'Angleterre sont satisfaisants. Toutes les manufactures sont occupées et les ouvriers sont aisés et payés.

Le coton n'a pas varié mais il y a eu peu d'opérations dans cet article. Les ventes de la semaine n'ont pas dépassé 28,000 balles. Le marché aux farines est languissant; il n'y a généralement peu d'activité dans les céréales excepté le maïs. Les ventes sont en demande, et les prix continuent à s'obtenir facilement.

NOUVELLES POLITIQUES.

Les nouvelles politiques reçues par l'*Europa* ne manquent pas d'importance.

*Une tentative d'assassinat a été commise sur la personne de Louis-Napoléon.* La dépêche ne donne aucun détail à ce sujet; elle ne donne même pas le nom de l'auteur de l'attentat.

La question grecque n'est compliquée; un conflit de ne puisse plus être l'objet de la sollicitude de Lord John Russell a défendu la conduite du ministère dans un admirable discours.

DERNIERE DEPECHE.
AFFAIRES DE CUBA.
Baltimore, 2 juillet.

Le steam de guerre Paron, a été expédié en toute hâte pour Cuba. Ce batiment a été armé et approvisionné avec une grande rapidité, le travail n'étant même pas interrompu pendant la nuit. Le commodore Morris est à bord. On croit qu'il est chargé de réclamer immédiatement la remise des prisonniers américains.

NOUVELLES D'EUROPE.

Les *Nouvelles* est arrivé à Boston le 27 du mois dernier. Nous donnons plus loin de curieux extraits des journaux français qui nous sont parvenus. Nos dates de Paris vont jusqu'au 15. La situation politique est à peu près la même qu'au départ du précédent steamer.

Le Courrier de la Gironde dit que la chaleur est extraordinaire dans les villes du Nord. A New-York le thermomètre marque presque journellement depuis quelques semaines soixante-90, 91 et 92 degrés de Farenheit, tandis qu'à Philadelphie il s'élève à 93 et même 100. A la Nouvelle-Orléans, c'est-à-dire sur le thermomètre descend à 20 degrés. Il y a peu de comparaison à établir entre ces villes et celles que nous venons de nommer dans ces dernières la température y est constamment supportable. Ici elle n'est sans doute pas très agréable, mais elle est moins accablante que dans les latitudes septentrionales, grâce aux brises rafraîchissantes du fleuve, du lac et de la mer, et aux bienfaisantes pluies d'orage que nous avons plusieurs fois la semaine.

*Le Jenny Lind* est le bateau commercial qui a mis le plus de temps dans ses voyages entre New-Orléans et Galveston. Le premier de ces bateaux partira de la Nouvelle-Orléans, et il occupera, on le sait, une place éminente dans le commerce de notre ville. Il était attendu depuis quelque temps d'une maladie de langueur. Pensant que le changement de climat le rétablirait, il avait entrepris un voyage, mais son espérance ne s'est pas réalisée et la mort l'a frappé au moment où il avait à peine accompli la moitié de sa carrière.

CONGRES

SENAT, 26 juin.—M. Foote présente une résolution demandant au Président de lui communiquer tous les renseignements sur les affaires du Nouveau-Mexique. A la requête de M. Webster, la résolution est déposée provisoirement sur le bureau.

Le Senat reprend la suite de la délibération sur le bill de compromis. L'amendement de M. Soule étendant à la Californie le compromis du Missouri est le texte de la discussion.

M. Douglass répond au discours de M. Soule.

M. Clay propose de siéger une heure plus tôt le matin, afin de prendre une bonne fois une décision sur le bill de compromis. Il respecte que l'Assemblée législative de Fraser a voté la loi électorale en dix jours.

M. Hale répond que ce n'est pas là un exemple à citer. L'Assemblée législative de France est mieux fait de ne jamais voter le bill.

Le Senat siége à huis-clos, puis s'ajourne.

CHAMBRE DES REPRESENTANTS.—M. Stanton, du Tennessee, demande la suspension du reglement pour présenter une résolution demandant au Président des renseignements sur les affaires du Nouveau Mexique. La suspension n'est pas accordée.

SENAT, 27 juin.—La résolution de M. Foote est sur le Nouveau Mexique est adoptée.

M. Webster répond au discours de M. Seald sur l'ajournement proposé par ce dernier. Il démontre la nécessité d'admettre immédiatement la Californie dans l'Union, et élève une à une toutes les objections de M. Seald.

MM. Foote, Barnwell, Butler et Jefferson Davis prennent successivement la parole; puis le Senat s'ajourne.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.—Cette séance n'offre rien d'intéressant.

POPULATION DE BOSTON.—Un recensement qui vient d'être fait à Boston, par ordre de l'autorité, fixe la population de cette ville à 136,788 habitans. C'est dans la période décennale de 1840 à 1850 une augmentation de 53,788 habitans.—On croit que le Massachusetts compte en ce moment un million d'habitans.

NOMINATIONS.—Les nominations suivantes ont été ratifiées par le Sénat :

JOHN NEVITT STEELE, du Maryland, chargé d'affaires au Venezuela.

NICHOLAS A. MCCLUNG, consul à Acapulco, au Mexique.

J. C. KRETCHMAN, consul à Nassau, New-Providence.

EDGAR W. JOHNSON, secrétaire de Piedemontaise mexicaine.

LE CHOLERA.—Ce fléau n'a pas encore disparu de Nashville, mais il ne fait que trois ou quatre victimes par jour. La maladie cède lentement à la médication ordinaire.

DEPART.—Le vapeur *Canada* est parti de Boston le 26 du mois dernier avec 92 passagers.

WASHINGTON.—M. Buckington Smith, de la Floride, a été nommé secrétaire de légation au Mexique.

CHRONIQUE LOCALE.

SUICIDE.—Hier matin, vers huit heures, un individu nommé Jacob Berauer, demeurant rue Chevallon, a mis fin à ses jours en se faisant sauter la cervelle. Il s'était rendu, pour accomplir son projet, dans la rue Treme, entre St. Louis et Toulouse. On attribue cet acte insensé à un dérangement momentané de ses facultés intellectuelles. Il paraît qu'il a été quelques instans plus tard, accompagné seulement les plus compliqués de l'arithmétique commerciale, nous devoilissent une comptabilité claire et facile. Nous sommes convaincus que toutes les personnes qui voudront s'initier à la science du commerce, de l'industrie et de l'histoire. Puis, élevant aux sciences plus abstraites, il nous démontrera les mesures des solides, formulaient les lois de la physique et nous dévoilaient les applications industrielles de la chimie. Et la sévérité de ces études comparées n'avait pas nui aux arts agréables qui fleurissent à chaque extrémité de la ville n'est pas désavouée et le Bataillon nous oreilles par des œuvres musicales exécutées sur le piano avec intelligence et exactitude.

Honneur donc soit rendu à M. McManus qui nous a donné un Etablissement si utile au pays au pays intelligence sans nombre et à l'aide de sa longue expérience. Associons à ses éloges et à notre reconnaissance ses zélés collaborateurs, l'un, vétéran érudit de notre instruction publique en Louisiane, M. Dubuis, qui a vu toutes les générations de notre collège Jefferson grandir sous ses yeux; l'autre, M. Lasmolomère, ingénieur, qui donne à cet Etablissement le cachet d'une véritable école d'application industrielle, cachet consacré jusqu'à ce jour inconnu en Louisiane.

Et pour terminer par une justice complète, après les maîtres consciencieux, citons les élèves qui se sont le plus particulièrement distingués. A leur tête, le jeune Edgar Snodden, si remarquable par sa facilité générale universelle et la beauté de son débit; Arthur Jobert, à l'esprit sérieux, au dessin soigné; Alph. Dupuis, travailleur infatigable : puis la modeste Marguerite; Henry Lagendre qui aux études sérieuses n'empêchent pas d'être un musicien virtuose plein d'avenir; Arthur et Gustave Rolin, Louis Cousillon, John Fields, et quelques autres, de plus jeunes qui les suivent hardiment dans la voie du travail et des succès, du premier rang de cette phalange d'avenir, regrettons Gaston Mons, Théodore Baldwin, Auguste O'Pelsny, Michel Gouges et d'autres que une nouvelle année vous force à regret de passer sous silence.

Vous le voyez, M. l'Editeur, l'Académie de Mandeville a de l'avenir, beaucoup d'avenir—mais pourquoi est-il urgent ne soit-il pas le présent ? Et qu'attend donc le public lui-même, qu'attendent les pères de famille lui-même, pour accorder pleinement à un pareil Etablissement le patronage qui dans l'ordre naturel des choses, c'est-à-dire pendant deux jours, depuis six heures du matin jusqu'à six heures du soir. Alors, non moins que de nobles fils, nous aurions de dignes filles de famille qui devait continuer les travaux et jouir de la plus bonne part, grâce à la sollicitude de M. McManus, et surtout à la bonté et au cœur de Mme Francillette McManus.

Toutefois, ce n'était pas précisément pour le bal de l'Académie que mon père de famille, parfois quelque peu dans les affaires et enfants. Vous le savez, Monsieur l'Editeur, c'était pour pouvoir si aux avantages d'une situation exceptionnelle, cette institution joignait les garanties d'instruction et de haute éducation. La paternité de cette sorte dans de Mandeville que le me soit ouverte de la Nlle Orléans, la facilité des communications, la salubrité de l'endroit que jamais épidémie n'a frappé, les bains de lac, le calme et la fraîcheur des bois, toutes ces conditions me semblaient marquer d'avance la place d'une grande et importante Institution, d'un de ses Etablissemens qui occupent le premier rang dans l'instruction publique d'un Etat.

Et bien ! monsieur l'Editeur, l'Etablissement existe, il fonctionne, aussi complet par son organisation intérieure que par les avantages du dehors.

Trois grandes branches d'enseignement mènent l'enfant à toutes les carrières; belles-lettres, commerce, industrie, tout devient abordable, parce que tous les principes sont posés. Nous avons vu des enfans faire passer un texte successivement en français, en anglais, en latin, en espagnol, traduire les chefs-d'œuvre de ces quatre langues, exposer à la prose et de la littérature et de la logique; ces mêmes enfans quelques instans plus tard, accomplissaient les calculs les plus compliqués de l'arithmétique commerciale, nous dévoilaient une comptabilité claire et facile. Nous sommes convaincus que toutes les personnes qui voudront s'initier à la science du commerce, de l'industrie et de l'histoire. Puis, élevant aux sciences plus abstraites, il nous démontrera les mesures des solides, formulaient les lois de la physique et nous dévoilaient les applications industrielles de la chimie. Et la sévérité de ces études comparées n'avait pas nui aux arts agréables qui fleurissent à chaque extrémité de la ville n'est pas désavouée et le Bataillon nous oreilles par des œuvres musicales exécutées sur le piano avec intelligence et exactitude.

Honneur donc soit rendu à M. McManus qui nous a donné un Etablissement si utile au pays au pays intelligence sans nombre et à l'aide de sa longue expérience. Associons à ses éloges et à notre reconnaissance ses zélés collaborateurs, l'un, vétéran érudit de notre instruction publique en Louisiane, M. Dubuis, qui a vu toutes les générations de notre collège Jefferson grandir sous ses yeux; l'autre, M. Lasmolomère, ingénieur, qui donne à cet Etablissement le cachet d'une véritable école d'application industrielle, cachet consacré jusqu'à ce jour inconnu en Louisiane.

Et pour terminer par une justice complète, après les maîtres consciencieux, citons les élèves qui se sont le plus particulièrement distingués. A leur tête, le jeune Edgar Snodden, si remarquable par sa facilité générale universelle et la beauté de son débit; Arthur Jobert, à l'esprit sérieux, au dessin soigné; Alph. Dupuis, travailleur infatigable : puis la modeste Marguerite; Henry Lagendre qui aux études sérieuses n'empêchent pas d'être un musicien virtuose plein d'avenir; Arthur et Gustave Rolin, Louis Cousillon, John Fields, et quelques autres, de plus jeunes qui les suivent hardiment dans la voie du travail et des succès, du premier rang de cette phalange d'avenir, regrettons Gaston Mons, Théodore Baldwin, Auguste O'Pelsny, Michel Gouges et d'autres que une nouvelle année vous force à regret de passer sous silence.

M. Haie répond que ce n'est pas là un exemple à citer. L'Assemblée législative de France est mieux fait de ne jamais voter le bill.

Le Senat siége à huis-clos, puis s'ajourne.

CHAMBRE DES REPRESENTANTS.—M. Stanton, du Tennessee, demande la suspension du reglement pour présenter une résolution demandant au Président des renseignements sur les affaires du Nouveau Mexique. La suspension n'est pas accordée.

SENAT, 27 juin.—La résolution de M. Foote au sujet du Nouveau Mexique est adoptée.

M. Webster répond au discours de M. Seald sur l'ajournement proposé par ce dernier. Il

VOYAGE DE M. THIERS EN ANGLETERRE.

On lit dans le *Bulletin de Paris* :

"On a annoncé, il y a quelques jours, que M. Thiers devait faire un voyage en Angleterre pour voir Louis-Philippe; dont la santé se trouve en ce pays consent fort altérée. Le fait est exact. M. Thiers avait depuis longtemps le projet d'aller prendre ce service, et il a vu dans l'état de santé de son prince une raison de se hâter.

Du reste, n'a pris qu'un premier confident de cette déplorable le président de la république qui a solennellement approuvé un acte aussi honorable et aussi justifié par les convenances.

M. Thiers ne sera pas absent plus de trois ou quatre jours.

Il y a quelques jours déjà, on s'en souvient, que nous avions annoncé ce voyage.

Nous n'avons jamais douté de l'habileté de M. Thiers, et nous sommes convaincus que toutes les convenances, vis-à-vis du président de la république, auront été par lui respectées. Quant au but de son voyage, nous le croyons un peu moins sentimental que ne le dit le *Bulletin de Paris*, et nous serions heureux de nous tromper en disant que le roi Louis Philippe ne sera pas plus satisfait de son entrevue avec M. Thiers devenu républicain, qu'il ne l'a été maintes fois de M. Thiers de rêne influistre.

M. Thiers sera de retour vendredi à Paris. Ce voyage pourrait avoir une destinée plus importante qu'on ne pense en Angleterre, et l'on accorder à sa prétendue de sentimentalité.

On lit dans le *National* :

Si nos informations sont exactes, nous allons avoir un monologue de Louis-Léonard. Ce malheur sera un acte de clémence. Un certain monologue y collaborera si faire avec force mots crûs. Comme circonstance atténuante, il allégue que l'opération qu'il est toujours, *in petto*, de rebelle à qui de droit au bénéfice dont il s'était emparé momentanément, en vue de rendre plus facile à la première occasion favorable, ce qu'on appelle la chaîne des temps.

Un ancien ministre de la monarchie *illégitime* M. Dupin, qui va colportant ce mauvais, dit aussi de bien, qu'on le soupçonne d'y avoir collaboré.

On lit dans la *Gazette de France* :

M. Thiers, dans son voyage à Londres, est accompagné de M. Mignet. M. Thiers veut regagner le parti orléaniste, désert, dit on, par le testament politique de Louis-Philippe. Son but, a ce qu'on assure, est d'empêcher que se documente sur notre histoire sous son auteur.

Les journaux disent tous ce matin que M. Thiers a eu devoir faire approuver son voyage par le président de la République.

Nous ne comprenons pas comment il se serait cru obligé à une pareille démarche à l'égard d'un premier magistrat dont le titre seul excite toute idée d'*allégeance* de la part des citoyens français.

Personne, sous le régime actuel, n'est rien à autre chose qu'à un simple citoyen aux lois. On ne doit rien au pouvoir officiel que dans la limite de ses fonctions. Le respect des convenances est un sentiment louable, aussi il ne faut pas qu'il dégénère en une gêne et en entraves. Si l'on transporte dans la République des devoirs qui ne se rapportent qu'à la royauté, on détruit la République sans faire de la Monarchie, on introduit tout simplement des pensées d'usurpation, ce qui est toujours au désordre.

L'EXPÉDITION DE CUBA.

Voici le jugement que porte le *Siècle* sur l'expédition Narciso contre Cuba :

Il ne pense parbleu aux Etats-Unis des choses qui doivent orteut toutes nos idées européennes. L'Union américaine est en pleine paix avec l'Espagne. Il existe un traité du 19 février 1819, par lequel les Etats-Unis garantissent la possession de Cuba à l'Espagne, tant que le gouvernement de ce pays n'entreprendra pas de céder cette colonie à une autre puissance européenne sans le consentement préalable des Etats-Unis. Un individu qui n'était ni ignominieux ni ni insolemment exposé de la *Florida*, était devenu président de la république. Il avait engagé, aimait que soit dans les limites de son pouvoir constitutionnel, à respecter et à faire respecter le traité conclu avec l'Espagne. Ajoutez que par chaque navire qui part il y a le droit général des gens, en dehors duquel les Américains ne sauraient vivre et comptent, si vous pouvez, ce qui vient de se pas ser au sujet et propos de l'ordre donné par le président Taylor à la marine fédérale de contre-miner les flibustiers, de les arrêter, de faire cesser les préparatifs coupables et à décider sur tous ces ordres du gouvernement, de troubler la paix publique en versant la haine et au mépris les uns des autres les sujets de l'Etat; enfin, d'ancantir les principes de morale et de religion.

Dans la séance du 21 juin, M. Webster a proposé au sénat de témoigner qu'il n'approuvait la conduite tenue par le président en ce qui concerne. Aussitôt M. Walker a déposé une motion tendant à faire déclarer *anti-républicaine* la résolution de général Taylor. Vous pouvez que dans cette assemblée où l'on va jusqu'à menacer le pistolet à la main, la proposition de déclarer un acte légal et loyal au chef de l'Union, de l'élu de la grande immense, amènera quelque explosion de murmure et de mécontentement. M. Webster a été obligé de refuser pied à pied la motion de M. Walker, en invoquant que la question, de droit, de fait, de bonne foi; encore est-il fallu que M. Henri Clay intervint avec l'autorité qui s'attache à son nom pour que la discussion du bill sur la Californie ne fut pas interrompue. La motion Walker a été déposée sur le bureau pour être reprise ultérieurement.

Les Etats-Unis s'agitent, un mois par l'adoption de la Californie, un autre plus que un nombre égal au Sénat avec les Etats vivant sous le principe de la liberté de l'homme et du travail, approuvent fort que l'on voilat Cuba à l'Espagne, et la flibuste organisée dans l'Union est tout un état à esclaves. Raison, respect des traités, quelque valeur peuvent avoir ces mots devant des hommes accoutumés à tuer de sang-froid, de la vue d'autrui les destins qui lui naître l'application de ces principes, pour ainsi dire, naturelle et d'ajouter à l'ordonnance du 3 juin 1849, les dispositions complémentaires indispensables. Nous ordonnons donc, par la proposition de notre Ministre de la Guerre et de la Marine, et de la Constitution, ce qui suit :

Suit le texte de la loi en quatorze paragraphes, dont voici les dispositions les plus importantes :

"L'administration des postes peut refuser de se charger d'abonnements aux journaux, les dispositions du règlement de l'ommerce sur les journaux étrangers ne sont pas abolies; les journaux paraissant tous les mois ou plus fréquemment jouissent un cautionnement, excepté les feuilles scientifiques; les journaux qui paraissent plus rarement que tous les mois ne sont soumis à un cautionnement; le cautionnement pour les journaux de la première classe (13,750 fr.), dans celles de second ordre 3,000, dans celles du troisième ordre 1,000, et pour les autres 1,000; les feuilles qui paraissent plus rarement que tous les mois, mais qu'à la moitié, les éditeurs de journaux déjà existans y sont astreints de même que les correspondances lithographiées. Après trois condamnations, le cautionnement est acquis à l'Etat. Les poursuites qui se publient hors de la Prusse peuvent être interdites; les délits de presse ne sont pas de la compétence du jury."

—La santé du roi continue à s'améliorer. Il y a eu, le 7 juin, dix ans qu'il est monté sur le trône.

L'instruction contre Nikolowski, beau-frère de Sefelage, n'a produit aucun résultat, relativement à l'attentat de ce dernier.

M. Martini, directeur de la maison de santé de Leubus, est arrivé à Berlin pour examiner l'état de Sefelage.

—La *Gazette du Rhin-et-Moselle* annonce qu'on a reçu à Coblentz, le 17, l'ordre de suspendre la mobilisation des troupes.

A Kœnigsberg, l'artillerie de la landwehr, après quinze jours d'exercices, a déposé ses armes. Le 18e régiment de cette arme, ce qui prouve qu'elle ne fera pas partie, cette fois, des troupes mobilisées.

SARE.—On écrit de Dresde à la *Réforme allemande* :

"On croit que, contrairement aux intérêts du pays, le gouvernement va conclure avec l'Autriche une convention militaire comme celle de Munich, d'après laquelle la Saxe devrait mettre sur pied, en cas de guerre, un corps d'armée de 30 à 35 mille hommes pour agir de concert avec l'Espagne. Ajoutez que par chaque mois qui s'écoule il y a de nouveaux motifs de craindre, d'effectuer, en insultant au désarmement des Etats, du refus que, par la puissance la plus offensive, de détruire la liberté, le respect pour le roi, de répondre le mécontentement de la Constitution et des institutions de l'Etat, d'exciter à commettre des délits coupables et à décider ainsi tous ces ordres du gouvernement, de troubler la paix publique en versant la haine et au mépris les uns des autres les sujets de l'Etat; enfin, d'anéantir les principes de morale et de religion."

—On sortit de Magdebourg, le 7 juin :

"On dit que la construction de nouveaux travaux d'armement de notre forteresse en arrive bientôt à son terme, on n'y voit plus d'ouvriers aujourd'hui."

—On écrit de Posen :

"La réhabilitation immédiate de troupes, du moins pour la plupart de l'armée, a été bornée à la seule 9e régiment d'artillerie, en garnison à Schweidnitz, mais un ordre du ministère de la guerre a été communiqué hier aux troupes, suivant lequel tout le 5e corps doit se tenir prêt à être mobilisé."

Le *Moniteur prussien* qui a paru le 7 au soir publie, sur la presse, une nouvelle ordonnance sur la presse.

Elle contient la confirmation de ce que les journaux européens ont annoncé des dangers auxquels la liberté de la presse était exposée en Prusse et la tranquillité du pays. Bien en grande partie aux abus de la presse et à l'inobservation de notre législation sur cet objet; que conséquemment à la situation de la Prusse, et également par 186 voix contre 108, satisfait l'élection de M. de Gagern, celui-ci gagnant d'exercer qu'il considérait la presse comme un des plus grands dangers pour l'ordre public et de la tranquillité de l'Etat, et que, par conséquent, il était de son devoir de prendre des mesures propres à remédier à ces abus. Ces mesures sont d'une nature si sévère, que l'on ne peut pas se défendre de croire que la liberté de la presse ne soit pour longtemps suspendue en Prusse.

Parmi les discours qui ont été prononcés nous citerons celui de lord Harcourby :

"La société doit surtout prévenir l'agglomération des familles dans des maisons insuffisantes. On ne meurent compter sur la paix, la moralité dans les grandes villes, tant que les ouvriers seront entassés dans la misère et la confusion. Quand on visite les habitations des pauvres, quand on voit cette absence de toutes distinctions et récréations innocentes, quand on voit la nuit les familles de ces loges même et le déshabillent complet de sexes les habitent, on ne peut pas se défendre de compassion et de sympathie pour les ouvriers, qui, pendant leurs heures de travail, ne trouvent rien de mieux que de se rendre au cabaret, sorte de refuge contre leurs misères désastreuses. (Ecoutez!) Ce sont choses tristes à dire, sans doute; mais elles ne seront pas entendues en vain, j'espère, par ceux qui ont le pouvoir de les soulager. Elle est prête à être livrée à l'empereur d'une disposition conforme dans son caractère, qui porte le plus vif intérêt au bien-être religieux et moral dans tous les ordres de la société. Trop souvent, dans une salle ayant 18 pieds de largeur et 8 de hauteur, 40 individus dont chacun occupe à se trouvent aux heures de repos et aux heures de travail. Quand le nouveau siècle fermé, quand le nouveau siècle ouvrir, qu'il continuent jusqu'à 10 ou 11 heures du soir, quand le travail recommence à 5 heures du matin, quand on voit que la fenêtre empêche ces malheureux d'être soumis à l'influence salutaire de l'air, et de la lumière, on ne peut pas se défendre de considérer comme un crime."

"L'administration des postes peut refuser de se charger d'abonnements aux journaux, les dispositions du règlement de l'ommerce sur les journaux étrangers ne sont pas abolies; les journaux paraissant tous les mois ou plus fréquemment jouissent un cautionnement, excepté les feuilles scientifiques; les journaux qui paraissent plus rarement que tous les mois ne sont soumis à un cautionnement; le cautionnement pour les journaux de la première classe (13,750 fr.), dans celles de second ordre 3,000, dans celles du troisième ordre 1,000, et pour les autres 1,000; les feuilles qui paraissent plus rarement que tous les mois, mais qu'à la moitié, les éditeurs de journaux déjà existans y sont astreints de même que les correspondances lithographiées. Après trois condamnations, le cautionnement est acquis à l'Etat. Les poursuites qui se publient hors de la Prusse peuvent être interdites; les délits de presse ne sont pas de la compétence du jury."

—La santé du roi continue à s'améliorer. Il y a eu, le 7 juin, dix ans qu'il est monté sur le trône.

L'instruction contre Nikolowski, beau-frère de Sefelage, n'a produit aucun résultat, relativement à l'attentat de ce dernier.

M. Martini, directeur de la maison de santé de Leubus, est arrivé à Berlin pour examiner l'état de Sefelage.

—La *Gazette du Rhin-et-Moselle* annonce qu'on a reçu à Coblentz, le 17, l'ordre de suspendre la mobilisation des troupes.

A Kœnigsberg, l'artillerie de la landwehr, après quinze jours d'exercices, a déposé ses armes. Le 18e régiment de cette arme, ce qui prouve qu'elle ne fera pas partie, cette fois, des troupes mobilisées.

SARE.—On écrit de Dresde à la *Réforme allemande* :

"On croit que, contrairement aux intérêts du pays, le gouvernement va conclure avec l'Autriche une convention militaire comme celle de Munich, d'après laquelle la Saxe devrait mettre sur pied, en cas de guerre, un corps d'armée de 30 à 35 mille hommes pour agir de concert avec l'Espagne. Ajoutez que par chaque mois qui s'écoule il y a de nouveaux motifs de craindre, d'effectuer, en insultant au désarmement des Etats, du refus que, par la puissance la plus offensive, de détruire la liberté, le respect pour le roi, de répondre le mécontentement de la Constitution et des institutions de l'Etat, d'exciter à commettre des délits coupables et à décider ainsi tous ces ordres du gouvernement, de troubler la paix publique en versant la haine et au mépris les uns des autres les sujets de l'Etat; enfin, d'anéantir les principes de morale et de religion."

ALLEMAGNE

PRUSSE.—Suivant la dépêche télégraphique de Carlsruhe, en date du 8 mai, le sommeil du roi, pendant la nuit précédente, a pour ainsi dire remplacé par des douleurs au pied. La blessure de S. M. est dans un état satisfaisant.

—Le président de la police de Berlin a ordonné, le 5, la clôture de l'association de Gutenberg.

Le *Moniteur* prussien publie en même temps que l'ordonnance restrictive de la presse, en ordre des ministres de l'intérieur et du commerce, qui est immédiat, mais celui de la poste, relativement aux journaux des gouvernements et aux libraires des provinces, le quel commence ainsi :

"Une partie des journaux publiés en Prusse diapos également sans aucun danger la liberté de la presse d'une façon qui met en danger la sécurité, l'ordre et le bien-être de l'Etat. Ces feuilles, non seulement n'aident pas à la marche régulière et sensée, d'ailleurs, en insultant au désaccord des gens, en des hommes les plus respectables, et même des plus hauts, dont la position, par la puissance la plus offensive, de détruire la liberté, le respect pour le roi, de répondre le mécontentement de la Constitution et des institutions de l'Etat, d'exciter à commettre des délits coupables et à décider ainsi tous ces ordres du gouvernement, de troubler la paix publique en versant la haine et au mépris les uns des autres les sujets de l'Etat; enfin, d'anéantir les principes de morale et de religion."

Une bien rare de calomnie lent depuis quelques jours Lobau des contre-maîtres des usines de Londres, où d'habitude le travail ne peut remplacer par cet expédient : le sérieux anglais. Hier vraiqu'il s'agit des cultures les Arabes.

"Jusqu'à ce que les tribunaux aient prononcé sur le fait dont il s'agit, la culpabilité du nommé Dittmer que n'a, cependant, déjà été condamné en 1847, pour un fait de ce genre, ne peut être révoquée en doute, et nous nous abstiendrons de toute observation à son égard. Mais malheureusement, ce qui n'est douteux pour personne, c'est qu'il se rencontre, dans le sein de la population européenne, et même dans le sein de la population française, des individus assez coupables pour vendre aux indigènes des matières destinées à changer en munitions de guerre les présens qu'ils nous font. Ce qui augmente encore la gravité de ces faits, c'est que, comme nous l'avons déjà dit, ils ne sont pas isolés. Les renseignemens qui nous parviennent de tous les points du littoral algérien, nous apprennent que la contrebande des armes et des munitions de guerre a pris, depuis quelque temps, une extension déplorable. Il est donc bien évident que les précautions prescrites par les ordonnances antérieures, les moins sévères qu'il eut été possible d'adopter sans entraver le commerce, sont insuffisantes, et qu'il est du devoir du Pouvoir de les compléter par des mesures plus efficaces. C'est ce que nous lui ferons prochainement.

"Mais en attendant, la répression publique devra être la plus prompte possible à ces hommes qui livrent des armes à nos ennemis."

## LISTE MARITIME.

**Port de la Nouvelle-Orléans.**

—EXPEDIES.

Steamship Globe, Cheval, pr Galveston.
Steamship Palmetto, Hinds, de Galveston.
Brick Eastwind, Brannagan, de Cuba.
Goelette Harvey, Rundle, de Galveston.
Trois Sœurs, Sirois, de St. André.

—ARRIVEES.

Latona, Reidy, d'Alexandrie.
Gladiator, Chenoweth, de Cincinnati.
Ellen Rodgers, Rodgers, de Louisville.
J. H. Rice, Irvin, de St Louis.
Washington, Hollander, de Nashville.
Ariel, Hollander, de Nashville.
Mississippi, Hollander, de St. Louis.
Natchez, No 2, Lenhere, de Vicksburg.
Ten Taylor, Hyde, de Hendersonville.
F. M. Bibb, Shackelford, de Louisville.
Monroe, Pearble, de Louisville.
Alice, Bolton, de St Louis.
Jules, Du Clos Grand, de
Rienzi, pr Washington, de Cincinnati
James Ely, Bates, de Mobile.
Gipsey, Ellis, de Mobile.

NEW YORK, 27.—Arrivée barque N H Wolf, Davis, de la Havane.

STEAMERS DE L'ATLANTIQUE.

DE LIVERPOOL :

Pacific, pour New York ..... le 19 Juin
Washington, pour New-York ..... le 20 Juin

Le steamer PRESIDENT, Capitaine Berry, partira de Boulogne, pour New York, le 1er Juillet, et prendra des passagers à Southampton le même jour.

Le steamer PRESIDENT, Capitaine Berry, partira de Boulogne, pour New York, le 1er Juillet, et prendra des passagers à Southampton le même jour.

Le steamer PENINSULAR, Capitaine Comstock, partira de Boulogne, pour New York, le 15 